



La politique étrangère de la Chine en Birmanie des années 1960 à aujourd'hui

Marie-Ève Reny

No. 022
2020|03

*Relations
internationales
et Francophonie*
Québec 

CENTRE D'ÉTUDES
ET DE RECHERCHES
INTERNATIONALES



Université 
de Montréal

La politique étrangère de la Chine en Birmanie des années 1960 à aujourd'hui¹

Marie-Eve Reny²

Résumé

L'une des caractéristiques centrales de la politique étrangère de la Chine est sa non-ingérence dans les affaires internes d'autres États. Bien que la Chine se soit conformée à ce principe avec certains pays, son agenda politique en Birmanie s'en est éloigné. Beijing coopère d'une part avec Naypyidaw sur les plans politiques, militaires et économiques, mais elle appuierait aussi indirectement des groupes insurgés à la frontière sino-birmane en conflit avec l'État birman depuis des décennies. Elle se trouve en conflit d'intérêt face à l'État birman, dont elle reconnaît la souveraineté territoriale, et ces organisations non-étatiques qui la contestent en partie. Cette tension n'est pas nouvelle, puisque la Chine appuyait l'insurrection communiste en conflit avec l'État birman sous la dictature militaire de Ne Win. Elle est toutefois plus subtile et ne s'insère plus dans le cadre d'une diplomatie formelle.

Abstract

One principle underlying China's foreign policy is its non-interference in the internal affairs of other states. While China has adhered to that principle with some countries, its political agenda in Burma/Myanmar has not. Beijing cooperates with Naypyidaw politically, militarily and economically, but it also indirectly supports insurgent groups on the border that have been in conflict with the Burma/Myanmar state for decades. There is a conflict of interest between its recognition of the Burma/Myanmar state's territorial sovereignty and its support of groups that partly contest it. This tension is not new since China supported the communist insurgency fighting the state under Ne Win's dictatorship. It is, however, more subtle and no longer part of its formal foreign policy agenda.

¹ Cette étude est fondée sur 14 entretiens menés en Birmanie et en Chine en 2018 et en 2019 avec des spécialistes de la diplomatie Chine-Birmanie/Myanmar et des insurrections wa et kachine. Elle a reçu l'appui financier du CÉRIUM en 2018.

² Marie-Ève Reny est chercheuse associée au CÉRIUM. Ses recherches portent sur les régimes autoritaires, et plus particulièrement la Chine et le Myanmar.

Citation

Reny, Marie-Ève (2020). La politique étrangère de la Chine en Birmanie des années 1960 à aujourd'hui. *Cahier du CÉRIUM Working Paper No22*. Centre d'études et de recherches internationales, Université de Montréal.

L'appui chinois aux insurrections wa et kachine

La Birmanie est caractérisée par des insurrections régionales depuis son indépendance en 1948, et ce, peu importe le régime en place. Depuis le début de la transition politique en 2011, l'État a priorisé l'institutionnalisation de la paix avec des groupes armés non-étatiques ayant accepté un cessez-le-feu. Ces groupes se situent à la frontière de la Birmanie et de la Thaïlande (Barany 2018a, 150 ; Barany 2018b, 9 ; entrevue 2, Birmanie, 2018 ; USIP 2018, 4, 22). Cependant, des conflits persistent avec d'autres groupes ayant refusé d'adhérer aux conditions d'un cessez-le-feu, incluant leur démilitarisation et l'établissement d'une fédération. Ces groupes se situent à la frontière chinoise, et incluent l'Armée unie de l'État wa (AUEW) et l'Organisation pour l'indépendance kachine (OIK) (Barany 2018, 9 ; entrevue 2, Birmanie, 2018 ; entrevues 5 et 7, Chine, 2018 ; Joseph 2012, 145 ; Kipgen 2016, 188, 190, 200-201 ; Mathieson 2017, 3 ; Meehan 2011, 397 ; Moe 2014, 264-265, 267-268 ; Renard 2013, 176 ; Spencer et Vanderbrink 2017 ; Staats et al. 2016 ; USIP 2018, 4, 22, 25). Ils reçoivent un appui indirect et informel de la Chine. Cet appui ne passe pas la plupart du temps par Beijing mais par les autorités provinciales et locales du Yunnan, bien que des rencontres entre représentants du Parti communiste chinois et l'aile politique de l'Armée unie, le Parti uni de l'État Wa (PUEW), aient eu lieu (Entrevues 1 et 2, Birmanie, 2018). Il se traduit par l'aide à la construction d'infrastructures en zone wa, incluant des routes (Entrevue 7, Chine, 2018). Il implique la présence d'investisseurs chinois sur les territoires contrôlés par l'AUEW et l'OIK, plusieurs desquels sont impliqués dans l'extraction de ressources naturelles, et le commerce de biens entre le Yunnan et les zones wa et kachine, dont les recettes alimentent les insurrections (Barany 2018a, 152 ; entrevues 1, 3 et 4, Birmanie, 2018 ; entrevues 5 et 6, Chine, 2018 ; Kramer 2007, 44, 57, 64 ; USIP 2018, 19). Ce commerce impliquerait d'anciens soldats de l'Armée populaire de libération (USIP 2018, 28). La Chine importerait des territoires wa et kachin du jade, de l'or, du bois, du caoutchouc et du métal (Entrevue 9, Birmanie, 2019). Les entreprises chinoises investissant en zone wa seraient des PME. Aucune grande entreprise d'État y ferait affaire, pour des raisons diplomatiques

(Entrevue 7, Chine, 2018). L'État wa dépendrait de la Chine pour son accès à l'eau et à l'électricité (Entrevue 6, Chine, 2018). L'armée chinoise aurait finalement approvisionné l'Armée unie en armes et en hélicoptères (USIP 2018, 28-29 ; USIP 2013).

L'appui de la Chine à l'AUEW et à l'OIK contredit sa tendance à ne pas s'ingérer dans les affaires internes de pays où elle investit. Elle n'impose pas de conditions politiques à sa coopération économique avec ses partenaires commerciaux (USIP 2018, 24 ; Gazibo et Mbabia 2010, 526 ; Taylor 2006, 951). La non-ingérence trouve ses origines dans la politique de coexistence pacifique adoptée par le Parti communiste chinois dans les années 1950 à la suite de son occupation par des puissances étrangères. Ce principe s'est aussi appliqué à la Birmanie à partir des années 1950 (Entrevue 7, Chine, 2018 ; Kipgen 2016, 164 ; Steinberg et Fan 2012, 132-133). La Chine s'y conforme encore aujourd'hui dans la mesure où elle n'aurait pas joué un rôle central à la transition politique de la Birmanie à partir de 2011. De plus, depuis le début de cette transition, elle n'aurait joué qu'un rôle de médiatrice entre Naypyidaw, capitale birmane depuis 2006, et certains groupes armés non-étatiques n'ayant pas encore signé un accord de cessez-le-feu avec l'État central (Barany 2018a, 152 ; entrevue 1, Birmanie, 2018 ; entrevues 5 et 7, Chine, 2018 ; Mathieson 2017, 3-4 ; Spencer et Vanderbrink 2017 ; Staats et al. 2016). Elle aurait convaincu des groupes armés à prendre part à la Conférence de Panglong visant à établir les conditions d'un cessez-le-feu durable entre Naypyidaw et des minorités ethniques. Des conférences pour la paix auraient été organisées en terrain neutre, à savoir à Kunming, capitale du Yunnan (Entrevue 7, Chine, 2018). La Chine a un intérêt à ce que les zones environnant sa frontière avec la Birmanie soient stables sur le plan politique, puisque les conflits entre insurgés et l'État birman l'affectent. Ils auraient mené l'armée birmane à bombarder le territoire chinois, et à des flux de réfugiés quittant les zones de conflit pour le Yunnan. La Chine aurait accueilli et nourri ces réfugiés temporairement (Entrevues 5 et 7, Chine, 2018 ; Moe 2014, 265 ; USIP 2018, 5, 16). La violence nuirait aussi au commerce entre les deux pays (USIP 2018, 16). Si la Chine cherche à jouer un

rôle constructif dans l'établissement d'un cessez-le-feu en Birmanie, elle est en conflit d'intérêt vis-à-vis de groupes armés non-étatiques eux-mêmes en conflit avec les autorités birmanes. La survie économique de ces groupes dépend de leur coopération avec de multiples acteurs en Chine. L'appui chinois renforcerait également la capacité militaire de groupes armés non-étatiques, incluant l'AUEW (Entrevues 5 et 6, Chine, 2018).

Le lien de dépendance existant entre des groupes insurgés et la Chine est intrigant dans la mesure où Beijing et Naypyidaw sont des alliés. La Chine aurait été l'allié le plus proche de la Birmanie à partir de la fin des années 1980, et son influence y aurait été considérable par la suite (Bray 1992, 294 ; entrevue 2, Birmanie, 2018 ; Kramer 2007, 57 ; Maung 1995, 674 ; Seekins 2005, 441, 448). À la suite du régime maoïste, sous la Chine réformiste, Deng Xiaoping a effectué l'une de ses premières visites diplomatiques en Birmanie (Steinberg et Fan 2012, 135 ; Vogel 2011, 266). La coopération économique et militaire entre Beijing et Rangoun, ancienne capitale birmane, s'est accrue de manière considérable pendant les années 1990, dans un contexte où les deux états avaient été dénoncés par la communauté internationale pour avoir fait usage de la violence à l'égard de manifestants pour la démocratie à la fin des années 1980 (Entrevue 5, Chine, 2018 ; Meehan 2011, 386; Seekins 2005, 441 ; Seekins 1997, 525 ; Steinberg et Fan 2012, 9). La Chine avait les moyens de surmonter cet isolement temporaire, mais la Birmanie disposait de ressources moindres afin de contrer l'effet de sanctions. Beijing avait dès lors accepté de venir en aide à la Birmanie. Elle lui aurait accordé des prêts (ICG 2014, 7; McCarthy 2000, 251, 254-255). Elle aurait approvisionné l'armée nationale birmane en équipement militaire, et formé certains de ses soldats (Bray 1992, 294 ; Barany 2018a, 152 ; Charney 2009, 186; entrevue 6, Chine, 2018 ; Kipgen 2016, 170-171 ; Maung 1995, 677-679 ; Seekins 1992, 261 ; Selth 2012, 58 ; Steinberg et Fan 2012, 159 ; USIP 2018, 12). Elle aurait été le vendeur d'armes principal de la Birmanie (Kipgen 2016, 171; Kramer 2007, 57; McCarthy 2000, 256; Seekins 1997, 534). La Chine aurait aussi défendu les intérêts politiques de Naypyidaw auprès du Conseil de sécurité des Nations-Unis (ICG 2014, 7 ;

Kipgen 2016, 166-167 ; USIP 2018, 5). Finalement, elle aurait construit des infrastructures en Birmanie, tout en exigeant en retour, un accès préférentiel à l'économie birmane (Charney 2009, 187 ; McCarthy 2000, 251). La coopération accrue de Rangoun avec la Chine aurait, en ce sens, aidé la dictature militaire à durer après la décennie des années 1980 (Maung 1995, 678-679; Seekins 1997, 526).

Les origines de cet appui

L'appui chinois aux insurrections kachine et wa n'est cependant pas si surprenant dans la mesure où Beijing avait appuyé le Parti communiste birman en conflit avec l'État central (Entrevue 1, Birmanie, 2018 ; entrevue 7, Chine, 2018 ; Kramer 2007, 12-13, 56, 15 ; Renard 2013, 146 ; Rogers 2010, 53 ; Seekins 1997, 528 ; USIP 2018, 12). Cet appui s'est officialisé dans les années 1960, au moment où les liens entre Beijing et Rangoun s'étaient refroidis à la suite d'émeutes ciblant la diaspora chinoise et s'opposant à l'exportation de la Révolution culturelle en Birmanie (Aung-Thwin et Myint-U 1992, 72 ; entrevue 1, Birmanie, 2018 ; entrevues 5 et 6, Chine, 2018 ; Kramer 2007, 12 ; Steinberg et Fan 2012, 104). La Chine aurait armé le PCB (Entrevue 5, Chine 2018 ; Kipgen 2016, 165). Cet appui n'était pas qu'informel : le Parti communiste chinois ne cachait pas l'aide qu'il apportait à l'organisation, au détriment du régime de Ne Win (Steinberg et Fan 2012, 136). Les Partis communistes chinois et birmans entretenaient des liens officiels, parallèlement à la coopération entre Beijing et Rangoun. Les liens entre la Chine et le PCB se sont complexifiés : certains membres du Parti étaient chinois, alors que d'autres avaient habité en Chine ou y avait été formés (Butwell 1972, 907 ; Kramer 2007, 13, 17 ; Steinberg et Fan 2012, 74-75, 105). Le PCB était mieux armé que l'armée birmane dans l'État Shan, et disposait d'au moins une base militaire en Chine (Kramer 2007, 13 ; Rogers 2010, 68).

L'appui de la Chine au mouvement communiste en Birmanie constituait, en ce sens, une menace aux intérêts de Rangoun (Steinberg et Fan 2012, 137-138). Beijing aurait soutenu ce parti, malgré le socialisme prôné par la dictature de Ne Win instituée à

partir de 1962, sans se soucier de la légitimité ou de la légalité de cet appui aux yeux de l'État birman (Charney 2009, 123 ; Steinberg et Fan 2012, 78). L'appui chinois au PCB décredibilisait en quelque sorte le régime de Ne Win, dans la mesure où il avait fait de la lutte contre les insurrections, l'une de ses priorités, et avait justifié la nécessité d'un coup d'état à cette fin (Kipgen 2016, 19 ; Kipgen 2011, 753 ; Nakanishi 2013, 61 ; Rogers 2010, 67 ; Slater 2010, 270). Pour l'armée, il était essentiel de couper les sources de revenu de groupes insurgés en conflit avec l'État (Callahan 2003, 210). Pendant les années 1970, la coopération entre les deux partis communistes aurait été un obstacle au rétablissement d'une diplomatie harmonieuse entre Beijing et Rangoun (Steinberg et Fan 2012, 133). Et bien que l'arrivée de Deng à la tête du Parti communiste chinois ait été marquée par un déclin de l'appui de la Chine aux insurrections communistes en Asie, Beijing n'aurait pas interrompu son aide au PCB jusque vers la fin des années 1980 (Egreteau et Jagan 2013, 244 ; Kramer 2007, 16 ; USIP 2018, 12).

Les insurrections kachine et wa sont liées au mouvement communiste, et donc à la Chine, de différentes manières. L'insurrection kachine aurait été appuyée par la Chine via le PCB pendant la dictature militaire, alors que l'insurrection wa est issue du démantèlement du Parti communiste en 1989, dont le siège social était dans la zone wa de l'État Shan à partir de la fin des années 1960 (Butwell 1972, 907 ; Charney 2009, 127 ; entrevue 1, Birmanie, 2018 ; Kramer 2007, 16 ; Meehan 2011, 382 ; Moe 2014, 270 ; Steinberg 1990, 590 ; USIP 2018, 12). Le parti aurait vu sa fin à la suite d'une rébellion de membres issus de la communauté wa contre ses dirigeants (ICG, 2014, 6 ; Kramer 2007, 19 ; Steinberg et Fan 2012, 13-14). L'appui de la Chine aux Wa aurait persisté après la tombée du Parti communiste : il ne s'insérerait pourtant plus dans une politique étrangère explicite visant à appuyer le communisme à l'extérieur des frontières chinoises, mais prenait une forme plus informelle et locale (Entrevues 6 et 7, Chine, 2018 ; entrevue 9, Birmanie, 2019).

Le dualisme qui caractérise la diplomatie entre Beijing et Naypyidaw d'une part, et le Yunnan et des groupes insurgés d'autre part, n'est donc pas nouveau. Dès les années 1960, la Chine était déjà en conflit d'intérêt avec Rangoun, le mouvement communiste et l'insurrection kachine. Elle aurait tenté de trouver un juste milieu entre les liens interpartis qu'elle entretenait avec le PCB, entre autres organisations communistes en Asie, et ses liens interétatiques, incluant l'État birman (Rogers 2010, 64 ; Seekins 1997, 528 ; Steinberg et Fan 2012, 78, 133). Alors qu'elle appuyait le PCB, elle renforçait ses liens culturels avec la Birmanie (Vogel 2011, 277). Alors que Beijing approvisionnait l'armée birmane et contribuait à renforcer ses capacités militaires, et les armes qu'elle lui vendait servaient à combattre des insurrections, elle armait informellement des groupes en conflit avec l'État birman (Barany 2018a, 152 ; Egreteau 2004, 46 ; Kipgen 2016, 171 ; Seekins 1997, 534). Aujourd'hui, ce conflit d'intérêt se traduirait par l'intérêt de Beijing à ce que les conflits entre insurgés et Naypyidaw dans les États shan et kachin soit résolus, tout en étant avantagée par le fait qu'ils ne le soient toujours pas (USIP 2018, 7 ; Staats et al. 2016). L'absence de l'institutionnalisation d'un cessez-le-feu lui permettrait d'éviter une plus grande présence américaine dans cette région, et d'y demeurer la principale source d'influence. De plus, un accord de paix entre l'Armée unie et Naypyidaw renforcerait les liens entre les wa et l'État central birman au détriment de l'influence de la Chine dans cette communauté (USIP 2018, 7).

Avant la fin de la Guerre froide, deux facteurs auraient influencé les liens diplomatiques entre Beijing et Rangoun : la menace soviétique dans la région, et des différences idéologiques entre Beijing et Rangoun. Une coopération étroite entre Rangoun et Moscou aurait mené la Chine à se distancer de son voisin, la Chine et l'URSS ayant connu des tensions diplomatiques malgré leurs allégeances communes au communisme. Avec le temps, cependant, la crainte de l'expansion de l'influence soviétique en Asie du Sud-est aurait incité la Chine à se trouver des alliés parmi ses voisins, et à se rapprocher de la Birmanie (Steinberg et Fan 2012, 13-14, 277). D'autre part, Ne Win se disait socialiste mais s'opposait au communisme (Butwell 1972, 907 ;

Nakanishi 2013, 61). La Birmanie était non-alignée pendant la Guerre froide, et la Chine ne priorisait pas la coopération avec des pays prônant la neutralité. Beijing n'aurait pas pris au sérieux l'engagement au marxisme de la Birmanie (Steinberg et Fan 2012, 79).

Ces facteurs n'expliquent cependant pas ce pourquoi la Chine aurait continué à appuyer l'insurrection wa à la suite de la tombée du PCB. Avec la mise en place en réformes économiques capitalistes, et la fin de la Guerre froide, l'idéologie communiste n'était plus un facteur aussi central à la coopération entre la Chine et d'autres états ou organisations politiques. Des intérêts commerciaux ont certainement contribué à la résilience de l'appui informel de la Chine à l'AUEW. Le Yunnan dépend de la Birmanie sur le plan économique dans la mesure où environ le quart de ses exportations y sont destinées (Entrevue 2, Birmanie, 2018 ; entrevues 5 et 6, Chine ; USIP 2018, 16-17). Les insurrections kachine et wa font partie de ses partenaires commerciaux. L'État birman a aussi très certainement alimenté ce dualisme dans la mesure où en temps de paix avec le groupe, y compris dans les années 1990, il aurait permis un commerce informel transfrontalier, sous-entendant qu'il ne s'opposait pas complètement à une coopération entre insurgés et acteurs en Chine si elle stabilisait la région wa (McCarthy 2000, 257). La Chine aurait été contrainte de coopérer avec des groupes armés non-étatiques, incluant l'AUEW, dans la mesure où ils contrôlent certaines parties de la frontière sino-birmane et font face à des enjeux de sécurité communs. La Chine ne peut tout simplement pas les éviter comme acteurs géopolitiques régionaux (Entrevues 5 et 7, Chine, 2018).

L'insurrection wa : un micro-État en Birmanie

La région administrative wa qui compte plus de 500 000 habitants n'est pas officiellement reconnue comme un état par Naypyidaw. Elle dispose cependant de sa propre administration, incluant des bureaux dans au moins 6 champs de compétence politiques (Entrevue 1, Birmanie 2018). Elle dispose d'un système de taxation visant

principalement à imposer la production agricole et industrielle, les biens importés de Chine, et les flux migratoires au Yunnan (Renard 2013, 153-154). L'État wa emploie comme devise principale, le Yuan, sous-entendant la centralité de la Chine à l'économie wa (Barany 2018b, 10 ; Kramer 2007, 57). L'État wa contrôle aussi les terres et leur allocation, un héritage issu d'institutions du Parti communiste birman (Renard 2013, 155). L'État wa s'apparente à un mini « État-parti » et est hautement militarisé (Entrevue 3, Birmanie, 2018 ; Kramer 2007, 34, 37). Pour cette raison, il extrairait plus qu'il ne redistribuerait : la communauté wa se doit d'appuyer l'Armée unie par le biais d'impôt qu'elle paie à l'État wa ou par son service militaire (Renard 2013, 148). Une personne par foyer est contrainte d'intégrer l'AUEW, sous-entendant que cette dernière est très présente dans le quotidien des gens (South 2008, 144). L'État wa aurait été construit en temps de paix, dans les années 1990, lors d'un cessez-le-feu entre l'AUEW et l'État birman, plutôt qu'en temps de conflit avec les autorités centrales (Maung 1995, 656-657 ; Renard 2013, 149-150 ; South 2008, 145). L'État birman aurait permis au Parti uni de rester souverain dans la gestion de sa politique intérieure tant et aussi longtemps qu'il ne demande pas la création d'un pays indépendant (Kramer 2007, 21 ; Renard 2013, 149, 157). L'armée birmane n'aurait pas accès à la zone frontalière habitée par les Wa sans l'autorisation de l'AUEW, et ne pourrait y accéder armée (Entrevue 1, Birmanie, 2018 ; entrevue 5, Chine, 2018 ; Kramer 2007, 48 ; South 2008, 141 ; USIP 2018, 29). Toutefois, l'État central ne serait pas entièrement absent des territoires wa. Il aurait été impliqué dans la production agricole et y aurait des écoles (Entrevue 1, Birmanie 2018 ; Kramer 2007, 21 ; Renard 2013, 157-158).

L'insurrection wa se distingue d'autres groupes armés non-étatiques sur le territoire birman de diverses manières. Premièrement, plusieurs insurrections existent au sein même d'un État formellement reconnu par l'État central. Alors que l'OIK existe dans l'État kachin reconnu depuis l'indépendance de la Birmanie, et dont la population s'élève à plus de 1,6 million d'habitants aujourd'hui, l'AUEW revendique la création d'un même état pour les Wa (Kramer 2007, 30, 62 ; Sadan 2014, 286 ; USIP 2018, 29).

Deuxièmement, l'insurrection wa a des origines idéologiques marxistes (Sadan 2014, 285), et sa structure interne s'inspire de celle du Parti communiste chinois. Le Parti uni dispose d'un comité central et d'un bureau politique, et ses décisions sont centralisées. Il aurait repris le contrôle de la structure politique que le Parti communiste birman avait développée (Entrevue 2, Birmanie 2018 ; Kramer 2007, 11, 37, 39 ; Renard 2013, 151, 153). Les autres insurrections en Birmanie se distinguent de l'armée nationale de par leur allégeance à un groupe religieux ou à une ethnicité différente. Les Kachins, qui pratiquent le Christianisme, contestent la conception bouddhiste de la nation birmane défendue par l'État central. Des églises auraient appuyé l'insurrection kachine, et reçu de l'aide de l'OIK (Sadan 2014, 285, 288). Troisièmement, l'AUEW est relativement jeune. Certaines des insurrections les plus déstabilisantes existent depuis plus longtemps. L'insurrection karen trouve ses origines à l'ère coloniale (Kipgen 2016, 18 ; Rogers 2010, 23-24 ; Sadan 2014, 285). L'OIK est née au début des années 1960 (Moe 2014, 270). Quatrièmement, bien qu'elle ne soit pas l'insurrection la plus violente, l'AUEW est l'organisation non-étatique la mieux armée de toutes celles qui existent en Birmanie, et la plus apte à déstabiliser l'État central (Joseph 2012, 147 ; Meehan 2011, 396 ; Spencer et Vanderbrink 2017). Elle dispose de vingt-cinq à trente mille soldats (Mathieson 2017, 2). Finalement, bien que l'Armée unie ait des liens avec la Chine, elle n'est pas l'insurrection la plus connectée au monde externe. L'OIK a des liens avec des acteurs en Chine, au Japon, aux États-Unis et en Europe (Entrevue 2, Birmanie, 2018 ; Moe 2014, 272). La Chine aurait fait part de son intérêt à ce que l'AUEW ne reçoive pas d'appui du Japon. Elle l'aurait persuadée de quitter le Conseil fédéral des nationalités unies, un groupe rassemblant diverses organisations armées non-étatiques, et appuyé financièrement par Tokyo (Entrevues 2 et 3, Birmanie, 2018).

L'État wa serait plus proche de la Chine que de l'État birman, tant sur les plans politique et militaire qu'économique (Entrevue 4, Birmanie, 2018). La Chine est le principal partenaire étranger de l'Armée unie. Ses désaccords avec l'État birman, l'histoire des liens entre le PCB et la Chine en zone wa, et sa nécessité de survie

économique et militaire auraient incité l'AUEW à coopérer avec de multiples acteurs économiques et politiques en Chine. La politique régionale de l'AUEW reflèterait les intérêts de la Chine plus que ceux de Naypyidaw. La Chine a un pouvoir d'influence sur l'Armée unie qu'aucun autre état ne possède, et l'aurait persuadée de prendre part au dialogue pour la paix par l'administration birmane depuis les dernières élections de 2015. L'administration de Naypyidaw semble bien consciente de ce pouvoir qu'a la Chine sur l'Armée unie, et l'aurait mobilisé lors de négociations (Entrevue 4, Birmanie, 2018). Beijing et la province du Yunnan auraient servi d'interlocuteurs entre Naypyidaw et l'AUEW. Cette dernière aurait aussi demandé l'aide de la Chine afin de transmettre ses intérêts auprès de Naypyidaw en son nom (Moe 2014, 271).

Références

Aung-Thwin, Maureen et Thant Myint-U. 1992. « The Burmese Ways to Socialism », *Third World Quarterly*, Vol. 13, No. 1, 67-75.

Barany, Zoltan. 2018a. « Where Myanmar Went Wrong: From Democratic Awakening to Ethnic Cleansing », *Foreign Affairs*, No. 97, 141-154.

Barany, Zoltan. 2018b. « Burma: Suu Kyi's Missteps », *Journal of Democracy*, Vol. 29, No. 1, 5-19.

Butwell, Richard. 1972. « Ne Win's Burma: At the End of the First Decade », *Asian Survey*, Vol. 12, No. 10, 901-912.

Callahan, Mary P. 2003. *Making Enemies: War and State Building in Burma*. Cornell University Press.

Charney, Michael W. 2009. *A History of Burma*. New York, NY: Cambridge University Press.

Egreteau, Renaud et Larry Jagan. 2013. *Soldiers and Diplomacy in Burma: Understanding the Foreign Relations of the Burmese Praetorian State*. Singapore: National University of Singapore Press.

Egreteau, Renaud. 2004. « Birmanie: La transition démocratique selon la junte », *Critique internationale*, No. 24, 39-47.

Gazibo, Mamoudou et Olivier Mbabia. 2010. « La politique africaine de la Chine montante à l'ère de la nouvelle ruée vers l'Afrique », *Études internationales*, Vol. 41, No. 4, 521-546.

International Crisis Group (ICG), « Myanmar's Military: Back to the Barracks? », Asia Briefing No. 143, 22 April, 1-18.

Joseph, Brian. 2012. « Political Transition in Burma: Four Scenarios in the Run-Up to the 2015 Elections », *SAIS Review of International Affairs*, Vol. 32, No. 2, 137-149.

Kipgen, Nehginpao. 2016. *Myanmar: A Political History*. New Delhi, India: Oxford University Press.

Kipgen, Nehginpao. 2011. « Societies in Political Transition: A Comparative Study of Burma under Ne Win and Indonesia under Suharto », *Journal of Asian and African Studies*, Vol. 47, No. 6, 750-764.

Kramer, Tom. 2007. *The United Wa State Party: Narco-Army or Ethnic Nationalist Party?* Policy Studies 38, Washington: East-West Center.

Mathieson, David Scott. 2017. « Burma's Northern Shan State and Prospects for Peace », United States Institute of Peace, Peace Brief 234, 1-5.

Maung, Mya. 1997. « Burma's Economic Performance under Military Rule: An Assessment », *Asian Survey*, Vol. 37, No. 6, 503-524.

McCarthy, Stephen. 2000. « Ten Years of Chaos in Burma: Foreign Investment and Economic Liberalization under the SLORC-SPDC, 1988 to 1998 », *Pacific Affairs*, Vol. 73, No. 2, 233-262.

Meehan, Patrick. 2011. « Drugs, Insurgency and State-Building in Burma: Why the Drugs Trade Is Central to Burma's Changing Political Order », *Journal of Southeast Asian Studies*, Vol. 42, No. 3, 376-404.

Moe, Wai. 2014. « The Struggle for Peace in Northern Myanmar », dans Mikael Gravers et Flemming Ytzen (eds.), *Burma/Myanmar: Where Now?*, Copenhagen, Denmark: NIAS Press, 262-278.

Nakanishi, Yoshihiro. 2013. *Strong Soldiers, Failed Revolution: The State and Military in Burma, 1962-88*. Singapore: National University of Singapore Press.

Renard, Ronald D. 2013. « The Wa Authority and Good Governance, 1989-2007 », *The Journal of Burma Studies*, Vol. 17, No. 1, 141-180.

Rogers, Benedict. 2010. *Than Shwe: Unmasking Burma's Tyrant*. Chiang Mai, Thailand: Silkworm Books.

Sadan, Mandy. 2014. « Religion, Identity and Separatism – the Case of the Kachin », dans Mikael Gravers et Flemming Ytzen (eds.), *Burma/Myanmar: Where Now?*, Copenhagen, Denmark: NIAS Press, 284-288.

Seekins, Donald M. 2005. « Burma and US Sanctions: Punishing an Authoritarian Regime », *Asian Survey*, Vol. 45, No. 3, 437-452.

Seekins, Donald M. 1997. « Burma-China Relations: Playing with Fire », *Asian Survey*, Vol. 37, No. 6, 525-539.

Seekins, Donald M. 1992. « Japan's Aid Relations with Military Regimes in Burma, 1962-1991: The Kokunaika Process », *Asian Survey*, Vol. 32, No. 3, 246-262.

Selth, Andrew. 2012. « Myanmar's Police Forces: Coercion, Continuity and Change », *Contemporary Southeast Asia*, Vol. 34, No. 1, 53-79.

South, Ashley. 2008. *Ethnic Politics in Burma: State of Conflict*. Abingdon, UK: Routledge.

Spencer, Kay et Rachel Vanderbrink. 2017. « Q&A: What's Next for Burma's National Dialogue », United States Institute of Peace, May 26.

Staats, Jennifer, Kay Spencer et I-wei Jennifer Chang. 2016. « China's Role in Myanmar's Peace Process », United States Institute of Peace, September 2.

Steinberg, David I. et Hongwei Fan. 2012. *Modern China-Myanmar Relations: Dilemmas of Mutual Dependence*. Copenhagen, Denmark: NIAS Press.

Steinberg, David I. 1990. « International Rivalries in Burma: The Rise of Economic Competition », *Asian Survey*, Vol. 30, No. 6, 587-601.

Taylor, Ian. 2006. « China's Oil Diplomacy in Africa », *International Affairs*, Vol. 82, No. 5, 937-959.

United States Institute of Peace. 2018. « China's Role in Myanmar's Internal Conflicts », USIP Senior Study Group Report.

United States Institute of Peace. 2013. « India, China, Burma: Challenges to the U.S. "Pivot" Toward Asia », June 25.

Vogel, Ezra. F. 2011. *Deng Xiaoping and the Transformation of China*. Cambridge, MA: The Belknap Press of Harvard University Press.